

Deux questions se posent : l'accord est-il pleinement réalisé sur l'Anschluss ? L'Autriche et l'Italie sont-elles d'accord pour contrecarrer les intentions allemandes ?

En second lieu, à quel prix M. Mussolini a-t-il accordé à M. Dollfuss le concours de son amitié ?

L'Allemagne déclare dans le *Tæglische Rundschau* que « ce n'est pas par de nouvelles orientations politiques qu'à la longue, on empêchera l'Autriche de se rattacher à l'Allemagne ».

Dans la *Prager Presse*, la Tchécoslovaquie rappelant les arguments révisionnistes du Duce, constate que c'est surtout pour la « justice hongroise » que M. Mussolini plaide et que nul ne peut croire que cette justice-là mène à la paix. A la phrase du Duce : « Les remparts vermoulus du pacte de la Petite Entente ne retiendront pas la révision », le journal de Prague ajoute ce commentaire : « Ce qui retiendra ce rempart, ce sont les forces vives qui sont derrière ce pacte ; c'est la saine raison et la vraie justice, dont le respect est le devoir, non seulement de la Petite Entente, mais aussi de tous ceux qui tiennent à la paix ».

En France, l'opinion a été alertée. Une vive émotion a été soulevée par le projet Mussolini-MacDonald ; le gouvernement s'est trouvé devant une décision à prendre, plus grave peut-être que toutes celles qui ont été prises depuis la guerre. D'où vient exactement ce projet, s'est-on demandé tout d'abord ? Les véritables auteurs ne sont ni Mussolini, ni MacDonald. Le projet en question fut présenté une première fois en 1932 à la Conférence de Lausanne par Von Papen et son ministre des Affaires étrangères Von Neurath.